

**DECLARATION DE M. LAURENT FABIUS
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

**Comité du Développement
Prague, le 25 septembre 2000**

Monsieur le Président,
Monsieur le Président de la Banque Mondiale,
Monsieur le Directeur Général du FMI,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais plaider une nouvelle fois en faveur de politiques du développement ambitieuses - qui ne se réduisent pas au seul concept d'aide – et pour leur focalisation sur la réduction de la pauvreté.

Les constats restent accablants : 2,8 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour ; dans certains pays d'Afrique, le revenu moyen par habitant a reculé au cours des dernières décennies ; les habitants des pays en développement subissent l'expansion à très grande échelle des maladies infectieuses, SIDA, paludisme, tuberculose.

Tout ceci s'imbrique dans les difficultés économiques des pays. Ma conviction est que la lutte contre la pauvreté doit demeurer plus que jamais au cœur de nos stratégies de développement.

1) La hausse des prix du pétrole est une nouvelle menace pour la croissance mondiale, notamment pour les pays les plus pauvres.

Je souhaite tout d'abord vous faire part de ma préoccupation concernant l'impact des prix actuels du pétrole sur la conjoncture mondiale. Alors que nous sommes entrés dans une phase de croissance rapide, prometteuse, non inflationniste, la montée brutale des prix du pétrole depuis quelques mois soulève l'inquiétude de l'opinion publique, peut dérégler les anticipations des agents économiques et soumettre des budgets publics à la menace de nouveaux déséquilibres. Et cela partout dans le monde, dans les pays industrialisés, dans les pays émergents non producteurs, dans les pays en transition et surtout dans les pays les plus pauvres. Ce doit être pour nous, Ministres en charge du développement du monde entier, une responsabilité partagée, une responsabilité pressante que de chercher l'issue qui permettra aux prévisions positives du FMI de se concrétiser.

Quelles sont les causes ? Les principaux facteurs sont connus : la reprise de la demande mondiale, les conséquences d'une période de prix bas, puis d'une autre où les capacités effectives ne se sont pas suffisamment accrues et, dans ce contexte où les tensions sont progressivement réapparues, un fonctionnement du marché sur lequel des mécanismes peu concurrentiels ont provoqué des hausses allant au-delà de ce que les pays producteurs jugeraient eux-mêmes souhaitable. A cela se sont ajoutés les mouvements de marché qui ont accompagné la décision récente positive de l'OPEP d'augmenter sa production de 800 000 barils par jour ; pris de fièvre, peut-être par crainte d'approvisionnements insuffisants cet hiver, ou pour d'autres raisons plus complexes, le marché s'est engagé dans une spirale supplémentaire et auto-entretenu. Nous sommes loin d'un équilibre de marché rationnel et c'est notre responsabilité de redonner des repères à ce marché, qui doit permettre aux producteurs comme aux consommateurs stabilité et croissance.

Car les enchaînements actuels portent en germe des conséquences macro-économiques sérieuses. Si les tensions actuelles se perpétuaient, elles pourraient menacer la poursuite de la croissance mondiale, c'est ce que nous apprennent – dans d'autres conditions il est vrai – les chocs pétroliers passés. Le FMI adopte dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales une position prudente, mais il reconnaît qu'une augmentation de 10% du prix du pétrole (or n'oublions pas que ce prix a été multiplié par trois depuis janvier 1999) diminue la croissance de 0,1 point dans les pays les plus riches et de 0,2 point en Asie (avec un fort impact en Inde notamment). Dans certaines régions du monde, la croissance pourrait être particulièrement affectée, notamment dans les pays non producteurs d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes. Nous devons tout faire pour qu'un excès de volatilité temporaire des prix ne se transforme pas en un nouveau choc mondial. Disant cela, nous devons avoir particulièrement à l'esprit les conséquences potentiellement redoutables pour les pays les moins avancés. Je me résume : il serait illusoire de se pencher sur les mécanismes financiers d'aide à ces pays si dans le même temps un choc pétrolier venait démolir leurs efforts et les nôtres.

Notre volonté commune est de voir les prix du pétrole retrouver un niveau stable – j'insiste sur cette notion de stabilité – conforme à un bon équilibre entre les intérêts des pays producteurs et des pays consommateurs. Une fourchette de prix de 22 à 28 \$ avait été avancée il y a quelques mois, des mécanismes d'auto-régulation du marché avaient été imaginés ; je ne me prononce pas ici sur le détail des mesures qui seraient appropriées mais je veux dire, dans cette enceinte où sont réunis les principaux ministres en charge de la santé économique de la planète, que nous sommes investis d'une responsabilité par nos opinions publiques, par nos peuples : face à un désajustement de marché tel que celui que nous observons aujourd'hui, nous ne pouvons pas ignorer les risques de l'inaction, qui pourraient nous faire basculer, une nouvelle fois, dans un scénario que personne ne souhaite. Sachons aujourd'hui, entre Ministres en charge du développement, poser les termes d'un diagnostic commun et faire en sorte que demain, par un dialogue fructueux après avoir recherché ensemble les solutions à notre portée, le marché retrouve les conditions d'un bon équilibre.

2) Si l'objectif commun reste la réduction de la pauvreté, nous devons veiller à la cohérence de nos actions.

Les questions liées au développement sont complexes. Il n'est pas surprenant que les institutions en charge soient le reflet de cette complexité. Dans l'architecture du système financier international, la complémentarité doit être de mise afin d'utiliser au mieux des ressources

financières forcément limitées, d'augmenter la lisibilité de notre action, et de répondre, surtout, aux attentes des pays en développement.

Complémentarité ne veut pas dire séparation ni concurrence. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International sont universels et c'est une ambition d'universalité que nous avons pour le développement. Ces deux institutions-sœurs ont pour devoir la cohérence de leurs stratégies.

L'idée d'un FMI se spécialisant dans les réformes macro-économiques et laissant à la Banque Mondiale le soin d'en gérer les conséquences sociales ne saurait pas davantage relever d'une complémentarité harmonieuse. Les politiques de lutte contre la pauvreté et contre les inégalités doivent être au cœur des réformes économiques. Elles ne sauraient se limiter à des filets de sécurité atténuant le choc des politiques d'ajustement.

Une telle cohérence doit se retrouver dans les questions du financement du développement. L'initiative de Lyon sur la réduction de la dette des pays les plus pauvres et les plus endettés, parce qu'elle cherche à établir un lien direct entre réduction de la pauvreté et allègement de la dette, établit une correspondance entre une variable macro-économique et des enjeux principalement locaux et de nature sociale.

Face au phénomène de mondialisation, il est nécessaire de renforcer la régulation financière internationale afin de réduire l'instabilité financière et d'orienter les flux financiers vers le développement économique ; il convient aussi d'accroître les ressources disponibles pour promouvoir le développement des pays les plus pauvres. Nous devons donc poursuivre collectivement notre action en faveur d'une mondialisation mieux régulée et dont les fruits soient mieux partagés entre les pays du Nord et les pays du Sud.

3) La solidarité envers les plus pauvres doit rester au cœur de notre action de lutte contre la pauvreté.

Si les flux financiers à destination des pays en développement connaissent une hausse appréciable dans le long terme, un tel bilan masque la diversité des situations. Avec moins de 1% du commerce mondial, l'Afrique reste le continent où les défis sont sans doute les plus difficiles à relever. Les pauvres y sont encore plus vulnérables selon les propres conclusions du rapport de la Banque Mondiale sur la pauvreté.

Exclusion économique, exclusion commerciale, exclusion technologique : les lignes de fractures se multiplient, creusant l'écart entre les pays les plus pauvres et les nations industrialisées.

Conscients des complémentarités liant commerce et développement, les pays européens ont été parmi les premiers à lutter contre l'exclusion commerciale. Ainsi les accords de Lomé puis, plus récemment, de Cotonou, ont-ils ouvert les marchés européens aux exportations des pays africains, des Caraïbes et du Pacifique.

Nous devons tisser cette solidarité commerciale pour intégrer les pays les plus pauvres dans l'économie mondiale. C'est un travail à forme multiple : au niveau mondial par une représentation réelle de ces nations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce ou par l'établissement d'accords bilatéraux de libre échange ; mais aussi, plus localement, par des

mécanismes d'intégration régionale permettant la coordination et l'harmonisation d'un large éventail de politiques sectorielles.

La France invite les nations industrialisées à suivre l'Europe dans cet effort d'ouverture commerciale vis-à-vis des produits manufacturés en provenance des pays en développement.

4) Je veux insister particulièrement sur le fléau que représente le SIDA.

La question de la lutte contre les maladies infectieuses, particulièrement le SIDA, ne se résoudra pas sans un élan de solidarité général de la communauté internationale.

La maladie a fait reculer l'espérance de vie en Afrique de 65 à 45 ans, annulant l'effet de 30 années de développement sur ce continent. C'est un retour en arrière terrible.

Au moins trois obstacles entravent aujourd'hui l'action : l'absence de coordination des acteurs qui se consacrent à cette cause, l'insuffisance des moyens financiers, et parfois le manque de mobilisation des gouvernements locaux.

Nous devons nous mettre en mesure d'apporter une réponse :

- La réflexion engagée par la Banque mondiale au sujet des Biens Publics Internationaux permet d'aborder plus "globalement" le problème et devrait aider à résoudre le manque actuel de coordination.
- S'agissant du financement, la communauté internationale, pays développés, institutions de développement, pays en développement, devrait consacrer 10 Mds USD au cours des prochaines années à la consolidation des systèmes de santé et à la lutte contre le SIDA. Ces ressources sont disponibles, il faut les utiliser avec efficacité et vigueur.
- A cet égard, il paraît essentiel que les pays en développement utilisent les marges de manœuvre budgétaires engendrées par l'initiative sur la dette pour mettre en œuvre, au niveau national, dans le cadre des programmes stratégiques de réduction de la pauvreté, les actions de lutte contre le SIDA ;
- Nous devons les y aider et, pour cela, mobiliser les ressources concessionnelles et non-concessionnelles de la Banque Mondiale. L'Afrique est le continent le plus sévèrement atteint par la maladie. L'AID dispose de sommes importantes dont les pays africains sont les destinataires naturels. Une grande partie de ces moyens, dont nous avons voulu qu'ils soient dédiés à la lutte contre la pauvreté, doivent servir à endiguer effectivement une maladie qui est aussi la plus génératrice de pauvreté à très grande échelle, sur le continent africain notamment.
- Chacun d'entre nous aura, j'en suis sûr, une attention particulière pour que les priorités des programmes bilatéraux aillent également dans ce sens : c'est le premier besoin des pays pauvres, c'est notre devoir de les aider.
- Il nous appartient également de prendre les décisions adaptées pour que ces moyens ne soient pas gaspillés. La Banque mondiale ne devrait-elle pas se voir confier la coordination du tour de table en liaison avec ONUSIDA, dont elle est déjà partie prenante, et l'OMS qui a, en ce

domaine, un savoir faire extraordinaire sur le terrain ? La Banque ne doit-elle pas être l'organisme international capable de coordonner la mobilisation des moyens financiers contre le SIDA, en partenariat étroit avec ses partenaires compétents, dont font notamment partie les organisations des Nations Unies ? Elle dispose à la fois de la compétence, de la volonté et de la capacité politique pour y réussir. Elle saura faire en sorte que les acteurs de terrain disposent des moyens nécessaires dans les conditions les plus efficaces et les plus transparentes.

- S'agissant enfin de la mobilisation des gouvernements, qui est un point central, la France a proposé que se tienne sous les auspices des Nations-Unies une conférence sur l'accès aux traitements, complétant ainsi les efforts d'information et de mobilisation politique déjà réalisés ou en cours.

Après d'autres, avec d'autres, je lance donc ici un cri d'alarme. Le SIDA n'est pas seulement un problème de santé ou un problème financier, c'est une question de survie.

5) Quelques mots enfin sur la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent.

Les Institutions de Bretton-Woods doivent s'impliquer fortement dans ce combat.

Cette implication peut se faire de différentes façons. Elle devrait au minimum se traduire par la prise en compte de cette question dans les travaux d'analyse et de diagnostic qui sont réalisés pour chaque pays. Au-delà, il faut s'interroger sur la pertinence de continuer à aider des pays qui figurent sur les listes noires du GAFI et ne modifieraient pas leurs pratiques.

Face à la mondialisation économique, nos débats sont utiles pour penser d'une façon plus universelle la question du développement, étape vers la reconnaissance de l'idée de gouvernance mondiale, politique, économique et sociale. Un atout dans cette voie de progrès est l'architecture du système financier international : il nous faut la consolider en confirmant les rôles et les responsabilités de chaque institution.

Il est grand temps d'avancer concrètement sur les sujets les plus urgents tels que la lutte contre le SIDA ou, dans un tout autre domaine, le blanchiment des capitaux.

J'ai confiance dans la Banque Mondiale et dans l'ensemble des institutions financières internationales pour relever ces défis.